

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

23^{ème} année - N° 4240 - Lundi 31 Octobre 2022 - Prix : 200 Fc

SUBVENTION DES BOULANGERS:

Le Collectif des boulangers face à un manque à gagner



Le collectif des boulangers devant la presse.

LIAISON ENTRE LES ILES:

Int'air îles à nouveau dans les airs

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

**Prières aux heures officielles
Du 1er au 05 Novembre 2022**

Lever du soleil:

05h 35mn

Coucher du soleil:

18h 07mn

Fadjr : 04h 23mn

Dhouhr : 11h 55mn

Ansr : 15h 22mn

Maghrib: 18h 10mn

Incha: 19h 24mn



INTERVIEW / HASBAT SAÏD BACAR :

"Je n'étudie pas les religions. J'étudie les faits sociaux et de fait, les pratiques religieuses"

Doctorante en sociologie à l'université de Paris 8, Hasbat Saïd Bacar mène des recherches traitant des différents courants de l'islam. Cette jeune maman compte travailler après sa thèse dans les organismes internationaux dans les départements de gestion de conflits notamment sur les thématiques religieuses pour prôner la paix et le vivre ensemble. Elle a accepté de répondre aux questions de La Gazette des Comores / HZK-Presses.

Question : Qui est Hasbat Saïd Bacar ?

Hasbat Saïd Bacar : Je me définis en tant que chercheuse en sciences sociales avec une expérience naissante dans la recherche, la gestion du secteur public, la formation spécialisée et le renforcement des capacités. Mon principal intérêt de recherche est d'analyser les relations entre la religion et le développement social.

Question : Qu'est-ce qui vous a conduit**à la recherche ?**

H.S.B : J'ai envie de dire que la vie est imprévisible. Il suffit parfois de prendre du recul, d'observer et de tirer les meilleures conclusions. Quand j'ai entamé ma licence de sociologie, mon rêve était de décrocher un master professionnel et d'intégrer les organismes internationaux pour travailler dans les thématiques du genre. Et puis j'ai ma grande sœur, qui est très brillante, qui a une thèse en physique quantique. Pendant la période où elle faisait sa thèse, j'avais tendance à minimiser le travail de recherche. D'ailleurs, je me souviens qu'un jour, lors de nos discussions, je lui ai dit que moi aussi j'allais faire une thèse sur le ton de la plaisanterie. J'ai envie de dire que moi-même, je n'y croyais pas. Et au final, je me suis retrouvée dans ma première année de master à étudier un sujet de recherche des plus prenants, et me voilà aujourd'hui toujours engagé et investi au niveau des dialogues inter-religieux, intra-religieux voire les relations qu'entretiennent les différents courants de l'islam.

Question : Justement, vous travaillez sur quel type de recherche ?

H.S.B : Mon sujet de thèse s'intitule : « les relations entre les courants de l'islam : étude comparée entre un pays musulman du Sud (les Comores) et un pays laïque développé (la France). Je tiens à préciser que je fais de la sociologie pour ne pas que l'on confonde avec la théologie. Je n'étudie pas les religions. J'étudie les faits sociaux et de fait, les pratiques religieuses. Je me situe dans ce qu'on appelle la sociologie des faits religieux. J'analyse les interactions subsistant entre les différents courants de l'islam présents aux Comores ou du moins que j'ai eu à interagir durant mon séjour d'enquête ici aux Comores en prenant pour point de départ les soufis. Il y a eu pas mal de sociologues et anthropologues qui considèrent que le soufisme serait la base d'un meilleur vivre-ensemble. Connaissant les Comores comme étant un pays musulman de rite chaféite qui pratique le soufisme depuis le XIX^{ème} siècle, il fut intéressant pour moi de

partir de cette base et d'analyser les relations que les soufis entretiennent avec les autres « courants » de l'islam qui existent ici aux Comores.

Question : Comment les gens vous ont-ils accueilli ?

H.S.B : J'ai envie de dire que cela surprend parfois le genre masculin qu'une femme s'intéresse à des questions religieuses. Au niveau de mes enquêtes en général, j'ai envie de dire que les soufis ont su faire preuve d'une grande ouverture d'esprit et m'ont énormément soutenu dans ma démarche. Je ne les remercierai jamais suffisamment car ils m'ont permis d'avoir une meilleure lecture du paysage religieux comorien tout en discernant le culte religieux, les rites et ce qui relève de la culture comorienne.

Question : Combien d'années durent une thèse ?

H.S.B : Quand j'ai eu mon entretien avec mon directeur de thèse, je me souviens qu'il m'a dit mademoiselle Saïd Bacar, vous avez trois ans pour rédiger votre thèse. Et moi, assez confiante, je lui ai dit trois ans me suffiront. C'était sans compter les aléas de la vie. J'ai envie de dire que tout est relatif. Entre temps j'ai perdu mon père puis aujourd'hui, je suis maman d'une merveilleuse petite fille de 2 ans et 11 mois. Je pense qu'on ne peut pas précisément dire que la thèse prend 3 ans ou 8 ans. Tout dépend du parcours de tout un chacun, mais ce qui est sûr, il est important de ne jamais abandonner un projet qui nous tient à cœur peu importe les années et aussi faut que cela soit en accord avec le directeur de thèse. Ce qui est d'ailleurs très compliqué, car c'est une confiance établie dans la réciprocité et qui est souvent mise à rude épreuve.

Question : Comment arrivez-vous à concilier votre vie de jeune mère et vos recherches ?

H.S.B : Cela n'est pas toujours facile de concilier une vie de famille avec un travail de recherche. Je pense que les « théoriciens »

diront que je me trompe, mais il faut vraiment être dans la pratique. En tant que jeune maman... C'est ainsi que j'aime me qualifier avec beaucoup d'humour, même si j'ai atteint la trentaine, j'ai eu à rencontrer pas mal d'obstacles mais je me suis relevée. C'était important pour moi ne serait-ce que pour ma fille. J'ai envie d'être un modèle d'inspiration pour elle, et je pense que le rêve de la plupart des parents, c'est de voir leurs enfants les surpasser.

Question : Quelles sont vos perspectives ?

H.S.B : Avant que je m'engage dans la thèse, je savais exactement ce que je voulais faire dans la vie... Travailler dans les organismes internationaux, dans les départements de gestion de conflits notamment sur les thématiques religieuses. Aujourd'hui, je m'interroge. J'ai eu à travailler en parallèle avec mes études, et de fait à travailler dans plusieurs secteurs d'activités. Je sais que je voudrais un travail qui me donne du temps pour écrire, pour réfléchir et pour m'adonner dans la rédaction d'articles. L'enseignement n'est pas un secteur qui m'intéresse tout particulièrement; puis je dirai que j'ai sans doute envie de retourner travailler à la Banque Africaine de Développement. Je suis un peu aventurière et mon CV avait été retenu pour une courte mission au siège de la Banque Africaine, en Côte d'Ivoire en 2018.

Un dernier mot ?

H.S.B : Si je devais rajouter un dernier mot, ce serait plutôt pour lancer un message, un message général, je n'ai pas juste envie de m'adresser aux femmes... Je voudrais que tout le monde puisse s'identifier à ce message et dire qu'il ne faut jamais cesser de croire en ses rêves et de ne pas hésiter à partir en quête de son trésor. Je pense que les obstacles que nous affrontons souvent, ce sont des épreuves qui nous mènent à notre destin si on arrive à les dépasser.

Propos recueillis par Andjouza Abouheir

LUTTE CONTRE LA CÉCITÉ :

50 opérations de la cataracte réalisées

Démarré du samedi 22 au jeudi 27 octobre, les travaux de l'année 2022 du Programme National de Lutte contre la Cécité (PNLC) en partenariat avec l'association de Terre d'Ophtalmo ont baisé les rideaux à Moroni. La mission a mené plusieurs activités dont 50 interventions chirurgicales de la cataracte, des échanges ainsi que des campagnes de dépistage dans trois écoles de Moroni.

Dans un entretien, le Dr Chanfi Mohamed a fait le point de la mission de terre d'Ophtalmo. Du samedi 22 au jeudi 27 octobre dernier, la mission a mené des campagnes de sensibilisation dans les écoles, fait 50 interventions chirurgicales de la cataracte réalisées avec succès et des formations. « Depuis samedi, nous avons eu durant les 5 jours, un quota de 70 patients tous âges confondus, une

cinquantaine d'entre eux opérés de la cataracte, avec la technique de haut niveau de phacoémulsification et une vingtaine n'ont pas pu recevoir les soins pour cause de pathologie non guérissable. Bien évidemment, les opérations se sont révélées satisfaisantes », souligne-t-il. La mission a eu à mener aussi des campagnes de dépistage dans les écoles à Ngazidja notamment à l'école Fundi Abdoulhamid (100 élèves), l'école Fundi Saïd Mnemoui (200 élèves) et les Pouffins (50 élèves). « Nous avons choisi les classes de CP et de Cm2 pour mieux détecter les enfants le plus rapidement et pour qu'on puisse trouver une solution. Malheureusement, certains représentent des problèmes visuels », précise-t-il, tout en montrant que ces dépistages vont suivre plus tard avec d'autres écoles.

« Mon objectif est de faire en sorte que les agents de santé du ser-

vice d'ophtalmologie soient dotés des capacités qui pourront répondre au besoin du pays. Aujourd'hui, le pays dispose d'un plateau technique sophistiqué pour traiter la cécité. Fini les voyages à l'extérieur. Nous avons la technologie et la technique pour satisfaire les patients sur place comme dans les grands hôpitaux de l'extérieur », rassure-t-il.

À titre d'exemple, le service d'ophtalmologie de l'hôpital de référence El-Maarouf opère les mardis et les vendredis. « Nous faisons des opérations depuis mais aujourd'hui nous avons les équipements qu'il faut. J'ai commencé à opérer depuis 1995 avec des techniques d'extraction intracapsulaire. Après, nous sommes passés de l'intracapsulaire à l'extra-capsulaire. Aujourd'hui, on opère avec la même technique qu'à l'hôpital 15-20 de Paris avec de la phacoémulsification, aux ultrasons », insiste-t-il. Le pays dispose à part

l'hôpital de référence de trois services d'ophtalmologie (Anjouan, Mohéli et Mitsamiouli). C'était l'occasion pour ce dernier d'évoquer certains obstacles qui impactent le

milieu à savoir le manque de local, de financement ou de recyclage.

Andjouza Abouheir



Dr Chanfi Mohamed.

SUBVENTION DES BOULANGERS:

Le Collectif des boulangers ferait face à un manque à gagner

Suite aux allégations faites à leur endroit par un journaliste de la place et le ministre des finances, le collectif des boulangers dément et apporte des éclaircissements au sujet de la subvention de l'Etat. Il appelle à des échanges sereins pour une collaboration pérenne au profit de la population.

Devant la presse, samedi 29 octobre dernier, le Collectif des boulangers a tenu à éclaircir la situation concernant l'utilisation de la subvention de l'Etat et démentir certaines allégations. Le président du collectif des boulangers Madi Ahamada parle de diffamation au

sujet des « 300 millions octroyés pour appuyer les boulangers ». Il dément et explique la situation actuelle. Selon lui, le Collectif a signé deux protocoles d'accord avec le gouvernement et les deux parties visent à maîtriser le prix du pain au profit des consommateurs. « Il a été convenu que l'Etat doit faire en sorte que le sac de farine dont le prix actuel fluctue entre 15.000 fc et 17.000 fc revient aux boulangers à bas prix, c'est-à-dire 7000 fc. Le premier accord, il y a eu un décaissement de 66 millions qui n'a pas pu couvrir la période de trois mois, mais nous avons considéré cela comme un acompte qui a couvert le 1/3 de la période. Ce deuxième accord comprend 4

mois, nous avons reçus 26 millions qui ne correspondent pas à 1 mois de travail. Ce qui complique un peu les choses », souligne-t-il.

En effet, la trésorerie des boulangers s'est totalement affaiblie. La plupart d'entre eux n'arrivent pas à renouveler leur stock, ce qui a causé la fermeture de certaines boulangeries. « Cette situation fait que les boulangers n'arrivent pas à tenir leurs engagements. Cependant, nous irons auprès des responsables pour poser la problématique afin de trouver des solutions », annonce-t-il.

Si le président du collectif s'arrête aux éclaircissements, l'entrepreneur Mohamed Soibourou-

Eddine parle plutôt d'un « reliquat » au lieu d'une « subvention ». Le manque à gagner est très énorme. Il appelle à un dialogue et une concertation pour trouver une solution palliative face à ce problème. « Nous exigeons le respect du protocole. Ce n'est pas normal que le ministre nous pointe du doigt alors qu'ils connaissent tous la situation. Nous considérons que le ministre a fait peut être un dérapage et nous espérons que des solutions seront entreprises afin d'apporter un secours à la population. Car à ce rythme, les choses vont se dégrader », précise-t-il. Même son de cloche que le propriétaire de la boulangerie Le gout de pain. Concernant les propos

polémiques du journaliste, le collectif compte suivre de près ce dossier afin de savoir le comment et le pourquoi de telles affirmations, qui entachent le Collectif.

Pour rappel, c'est après maintes discussions et réunions que le gouvernement a réactivé ce protocole d'accord avec le collectif des boulangers le 24 septembre dernier. Cette convention de 3 mois avait pour objectif d'accompagner les boulangers pour qu'ils maintiennent le prix du pain à 150 KMF. Au vu de la situation, ce prix va-t-il rester le même ?

Andjouza Abouheir

LIAISON ENTRE LES ILES:

Int'air îles à nouveau dans les airs

Malgré l'avalanche des difficultés causées par la Covid ou encore l'interdiction des avions monomoteurs, le directeur général de la compagnie Int'air îles Seffoudine Inzoudine reste encore confiant. Après 7 mois d'inactivité, il invite à nouveau ses clients à voyager avec le nouvel avion Let 410 de fabrication tchèque.

Après 7 mois d'inactivité, le directeur général de la compagnie Int'air îles Seffoudine Inzoudine brise le silence. Devant la presse, vendredi 28 octobre dernier, il a fait le tour sur différents sujets qui défraient la chronique, notamment la période post covid, l'interdiction des avions monomoteurs en Union des Comores et la reprise des vols. D'un air assez calme, il a expliqué que la compagnie a fait face à une crise passagère tout comme la plupart des entreprises dans le monde. Partant du contexte de la covid-19, le monde des transports aériens a été sévèrement touché par la pandémie. Cela est dû aux restrictions nécessaires de circulation mises en

place dans l'ensemble des pays. « Nous avons été contraints de se séparer de notre SAAB 340 de 34 places car celui-ci était destiné, outre les vols domestiques, à faire des vols internationaux étant donné que les frontières aériennes des pays de l'océan indien étaient fermées. Après que les dépenses d'exploitation de cet avion soient supérieures aux rentrées de trésorerie du même avion, j'étais obligé de me séparer de cet appareil », explique-t-il.

Dans un contexte de crise sanitaire, il s'est retrouvé avec son Cessna caravane de 12 places comme seul avion en exploitation et cela grâce à son investissement fait pour l'achat de ce dernier, il y a 10 ans. Un avion dont il était contraint de se séparer à cause des événements liés au crash d'AB et de l'interdiction des monomoteurs dans le pays. Le patron d'Int'air îles trouve regrettable la décision de l'Etat d'interdire les avions monomoteurs. « Je trouve regrettable qu'il y'a des personnes qui ne maîtrisent pas et qui prétendent maîtriser le transport aérien et ont poussé l'Etat à prendre des déci-



Seffoudine Inzoudine directeur général de la compagnie Int'Air îles.

sions négatives pour le pays », dit-il.

Malgré cette séparation, la compagnie a pu financer la maintenance de son Let 410 de 19 places en juin 2021. Ce sont des travaux de maintenance obligatoires appelés dans le jargon aéronautique grosse maintenance, qui se

font tous les 10 ans. « L'avion se trouve actuellement en Afrique du Sud et resté dans l'attente de nouveaux moteurs. Dans la même période Covid, nous avons également financé la formation d'un jeune bachelier Mohélien pour devenir mécanicien avion auprès de centre de formation Ethiopian

Airlines. Ce dernier devrait être opérationnel dans nos effectifs au cours du second semestre 2023 », confie-t-il.

Confiante, ladite compagnie s'est équipée d'un nouvel avion bimoteur, un let 410 de fabrication tchèque loué à des fins commerciales et d'une capacité de 19 places, disposant d'une police d'assurance qui prend tout en charge y compris les passagers, conformément à la convention de Montréal, ratifiée par les Comores. « Nous reprenons nos activités et proposons à notre clientèle de voyager à bord de notre Let 410 de fabrication tchèque. C'est un avion qui est parfaitement adapté aux liaisons inter îles. Nous proposons des tarifs intéressants pour permettre aux Comoriens de voyager entre les îles » renchérit celui qui compte desservir l'aéroport de Mayotte et Madagascar. « Nous travaillons avec les aviaticions civiles comorienne et française sur ce projet », assure-t-il.

Andjouza Abouheir

SITUATION À M'BÉNI :

Les Oulémas prêchent le retour à la paix

Deux semaines après les événements qui se sont produits à M'béni, de plus en plus de voix s'élèvent pour rechercher la paix et la stabilité dans le chef lieu de Hamhamet. Les Oulémas comoriens ont sorti un communiqué à la suite d'une réunion extraordinaire qui s'est déroulé au Muftora, jeudi dernier.

Sur invitation du « Dar Al-Ifta », et à la demande du Mufti de la République, un groupe

d'oulémas représentant les différentes régions du pays s'est réuni, dans la salle de réunion du Muftorat, jeudi 20 octobre dernier. L'objectif est de discuter et se concerter sur les événements de Mbéni. Dans un communiqué sorti le 22 octobre dernier, les oulémas comoriens partagent les douleurs et appellent à la patience. « Les différends religieux et politiques qui ont eu lieu dans la ville de Mbéni, qui ont conduit à l'incendie de maisons et de voitures et à la

destruction de biens publics et privés, sont interdits par la religion. Par conséquent, nous condamnons fermement ce phénomène étrange dans notre pays et nous lançons un appel aux sages de la ville de Mbéni qui sont soucieux de leur communauté de conseiller les personnes impliquées dans ces événements et les agresseurs de lire l'histoire de la glorieuse ville de Mbéni et d'en tirer des leçons sachant que les conséquences de la transgression sont néfastes », lit-

on dans ce communiqué.

Les Oulémas accordent la priorité à la sécurité et à la stabilité du pays ainsi qu'à la coexistence pacifique avec tous les citoyens et nous appellent à la diffusion de la bonté, de la vertu, de l'amour, de la paix et de l'unité, et à la nécessité de respecter l'autorité de l'État et préserver la propriété publique et privée. « Nous appelons également chacun à se ressaisir et à adopter les valeurs nobles, de tolérance et d'authenticité comorienne

conformes aux principes et valeurs islamiques », recommandent-ils avant de, finalement, implorer Allah le Tout-Puissant de préserver les Comores et d'épargner son peuple de tout malheur apparent ou caché, de le protéger contre toute effusion de sang et de restaurer leur sécurité et leur stabilité.

Ibnou M. Abdou

RÉHABILITATION ROUTE MITSOU DJE-FOUMBOUNI

Les poteaux électriques ralentissent les travaux

Alors que les travaux de réhabilitation de la route RN2 (Mitsoudje Foubouni) ont pris une vive allure, les poteaux électriques de Sonelec ralentissent les travaux. Toutefois, le directeur des routes Saïd Houssein rassure que ces derniers seront déplacés dans les meilleurs délais.

Depuis quelques semaines, la société chinoise chargée de la réhabilitation de la route RN2 ne chôme pas. Les travaux évoluent de manière très rapide, mais le déplacement des poteaux électriques de la Société Nationale d'Electricité (SONELEC) ralentissent les travaux. Interrogé sur cette question, le directeur des routes Saïd Houssein rassure que les poteaux seront

déplacés dans les meilleurs délais. « On a eu cette discussion avec la société chinoise et Sonelec, nous sommes convenus de déplacer tous les poteaux se trouvant au milieu de la route RN2 », annonce-t-il. « Certes, ces poteaux doivent être déplacés, mais comme vous voyez la société chinoise qui réhabilite la route est dans les travaux de terrassement, de construction des murs de soutènement et des caniveaux. Ce qui veut dire que la Sonelec a le temps de déplacer ses poteaux ».

Le directeur des routes reste convaincu que ces derniers doivent être déplacés pour ne pas aussi causer des accidents à l'avenir. « En voyant de surcroît les travaux, il est bien nécessaire de déplacer les poteaux. Et c'est tout le long du tracé de Mitsoudje -

Panda - Orouveni jusqu'à Foubouni. Maintenant, il ne reste que les moyens pour que la société puisse déplacer les poteaux électriques », dit-il.

De son côté, l'un des responsables de la société chinoise montre que ça serait mieux que ces poteaux soient déplacés rapidement. « Cela nous permettra de bien faire nos travaux. Il fallait juste faire un petit tour et on verra bien que ces poteaux dérangent les travaux. Il y a ceux qui sont tout près des murs de soutènement et d'autres en plein milieu de la route. C'est pour cela qu'il serait mieux qu'on les déplace », suggèrent-ils pour ne pas entraver l'avancement du chantier.

Nassuf Ben Amad



Réhabilitation de la NR2 déplacement des poteaux.

AGRICULTURE

Vers une intensification de la production des fruits à Mohéli

Fayçal Bianrif, le jeune entrepreneur agricole met actuellement l'accent sur la production des fruits. Pastèque, papaye et grenadille sont les premiers fruits de son choix par, selon lui, leurs valeurs nutritionnelles. Son objectif est de valoriser et intensifier la production des fruits dans l'île, une contribution à réduire les maladies cardio-vasculaires.

Après plusieurs années dans l'agriculture des produits vivriers classiques tels que banane, manioc et patate douce, Fayçal Fayçal Bianrif a décidé d'intensifier la production des fruits à Mohéli. Dans son champ, ce jeune agriculteur a d'abord planté plusieurs papayers. Le but

est d'offrir à la population locale des papayes de bonne qualité avec un goût très attractif. Les papayes de Fayçal sont vendues au marché de Fomboni tout comme dans les autres coins de l'île. Le prix varie d'un coin à l'autre et selon la taille, soit de 500 fc à 2000 fc la papaye.

« J'ai jugé nécessaire de cultiver les papayes car elles sont très bénéfique à l'organisme humain. La plupart des comoriens ont des problèmes de santé liés souvent à un manque d'éléments chimiques ou de certaines vitamines dans l'organisme. J'espère que l'idée de cultiver des fruits va contribuer à résoudre ce problème de santé » espère-t-il.

Fayçal procède à une forte plantation de la pastèque. Constituée à 90% d'eau, la pas-

tèque, selon les scientifiques, contient du potassium efficace contre les crampes musculaires et les courbatures. Également bon pour le cœur, les graines de pastèque dilatent les vaisseaux sanguins, elles diminuent l'hypertension artérielle et préviennent ainsi les maladies cardio-vasculaires. « Je veux que ce fruit occupe une place importante dans la commercialisation des fruits dans l'île. C'est une culture nouvelle chez nous mais on s'adaptera » explique-il.

L'on remarquera également dans les terrains de ce jeune déterminé, des espaces aménagés pour la culture de grenadille. Un fruit connu pour sa capacité à faciliter et à réguler le transit intestinal. Il est reconnu à ce fruit, la capacité

de diminution de la pression artérielle grâce au potassium présent en grande quantité. Ainsi le risque d'AVC est limité. Cependant, avec l'absence d'un mécanisme de conservation et un système fiable

d'acheminement vers les autres îles, une forte production conduit à une perte d'une grande quantité de produit.

Riwad



Fayçal Bianrif jeune agriculteur de Mohéli.

La Gazette des Comores
BP 2216 Moroni - UNION DES COMORES
Tél. (269) 37-79-80 - 33 26 76

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse postale : _____ email : _____
Tél. : _____ Fax : _____ Mob : _____

Périodicité :
3 mois Montant : _____
6 mois Montant : _____
12 mois Montant : _____

Mode de règlement :
Espèces
Chèque n° _____
Virement bancaire réf. : _____

Moroni le,
Signature : _____

Tarifs d'abonnement
(Valable à compter du 1er janvier 2015)

	Mensuel		Trimestriel		Semestriel		Anuel	
	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro
Comores	4 500	9	12 500	25	25 000	51	50 000	102
Etranger	6 000	12	17 000	35	32 000	65	62 500	127

JEUX DES JEUNES

Quid de la préparation des athlètes

A moins de 40 jours du début (4-11 décembre) des jeux des jeunes de l'Océan Indien, le flou continue à émerger autour de la préparation des nos jeunes athlètes. Aucune date réelle n'a été fixée quant au regroupement.

La situation a irrité certains dirigeants des fédérations qui commencent à trouver le temps long par rapport à ce qu'ils appellent les tergiversations des décideurs du sport comorien (Ministère et COSIC). Un membre d'une fédération parle de promesse non tenue. « On nous avait promis un regroupement ne serait ce que partiel pour le 15 octobre et un regroupement général vers la mi-

novembre, malheureusement aucune suite n'a été donnée à cette promesse », regrette amèrement un responsable qui requiert l'anonymat. Une situation qui exaspère les techniciens qui ont la responsabilité d'encadrer les jeunes, qui trouvent qu'ils n'auront pas assez de temps pour préparer ces jeux au regard des ambitions avancées par le ministère de la jeunesse et sports et du COSIC qui veulent des médailles. « On ambitionne de ramener des médailles et des trophées. Il n'est pas interdit d'avoir des ambitions. Nous pensons pouvoir nous hisser sur le podium parce que nous avons des jeunes très talentueux dans divers sports », avance le ministre en charge de la jeunesse et sports

dans les colonnes d'Al-Watwan. Des phrases homériques, pour ne pas dire utopiques si l'on tient compte de ce qui manque pour qu'on arrive à de tels résultats.

C'est l'éternel débat qui ne cesse de s'inviter dans les discussions à chaque fois que des athlètes comoriens sont appelés à prendre part à une compétition hors de nos murs, quelle est la préparation de nos représentants. A chaque fois, c'est le branle bas pour pouvoir regrouper les sommes requises, et pour la compétition et pour le regroupement des athlètes. Un décaissement qui a pris du retard par ci, des sommes qui sont incomplètes par là, en tout cas jamais dans l'histoire de ce pays une compétition ne s'est pré-

parée dans des conditions optimales permettant aux athlètes de se concentrer sur l'objectif final qui est celui de remporter des médailles.

Cette impréparation conduit fatalement les athlètes à se rendre dans ces compétitions sans repères ni ambitions claires eu égard d'une préparation tronquée. Pour ces Jeux Mauriciens, l'Etat a consenti de débloquer plus de 70 millions de nos francs pour la préparation des athlètes des huit disciplines sélectionnées mais aussi de toute la délégation comorienne à Port Louis qui sera composé de 70 personnes, dirigeants et sportifs y compris.

Dans la communication des dirigeants, on nous parle d'un regrou-

pement qui va s'effectuer aux alentours du 20 novembre soit à peine 14 jours avant le début des compétitions. On voit mal avec des temps aussi réduits, comment des jeunes de 14 à 17 ans qui n'ont jamais voyagé pour la plupart d'entre eux peuvent créer un miracle et ramener des médailles. En amoureux du sport qu'il est, le ministre doit savoir qu'au-delà du talent propre, un athlète pour réussir doit avoir un brin de chance mais surtout une bonne préparation. On croise les bras pour que cette fois la karma soit du côté de nos jeunes représentants.

AS Badraoui

GOUVERNANCE DES OCÉANS

Troisième réunion du dialogue mondial de l'Initiative pour un océan durable (SOI)

Des experts se sont réunis à Busan, en République de Corée, à la troisième édition de l'Initiative pour des océans durables (SOI). Des représentants d'organisations de mers régionales, d'organismes régionaux de pêche, d'autres organisations et initiatives mondiales et régionales, de gouvernements nationaux et d'organisations non gouvernementales.

L'objectif de la réunion est d'établir des partenariats et de renforcer la capacité des organisations maritimes régionales et des organismes régionaux de pêche à conserver et à utiliser durablement la biodiversité marine et côtière. Tous les représentants ont été unanimes à souligner que la gouvernance régionale peut

aider à atteindre les objectifs mondiaux pour l'océan tout en soutenant les quelque 600 millions de personnes qui dépendent d'une manière ou d'une autre de la pêche et de l'aquaculture pour leur subsistance.

L'attention mondiale accrue portée à la gouvernance des océans, alors que les discussions progressent sur les accords internationaux sur les zones marines situées au-delà des juridictions nationales (ABNJ) et sur la pollution plastique montrent à quel point cette problématique est importante. Myeong-dal Song, vice-ministre des Océans et de la Pêche de la République de Corée, qui a ouvert la réunion, a affirmé que la biodiversité marine est essentielle à la prospérité économique et sociale, mais qu'elle est menacée par la surpêche et le changement climatique,

entre autres.

Dans son allocution d'ouverture, président de l'Institut national de la biodiversité marine de Corée (MABIK), Wan-hyun Choi, a qualifié l'océan de « coffre au trésor » de ressources essentielles actuellement confrontées à un grave risque de perte. D'autres interventions lors de la séance d'ouverture se sont concentrées sur la manière d'intégrer une approche pan-sociétale telle qu'envisagée par le Cadre mondial de la biodiversité post-2020 en cours de négociation dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique (CDB), tout en appelant à une meilleure compréhension de la façon dont l'océan est utilisé par différentes parties prenantes.

La séance d'ouverture a été suivie d'un premier aperçu des objectifs et des résul-

tats attendus de la réunion, et des remarques des représentants du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sur l'impact mondial qui devrait en découler. Compte tenu des ambitions de faire évoluer un « paysage politique mondial des océans ». L'Autorité

internationale des fonds marins (ISA) a évoqué les "dilemmes verts" posés par les propositions d'exploitation des fonds marins pour répondre à l'augmentation attendue de la demande en minéraux.

Il a été reconnu que, depuis sa création en 2016, le Dialogue mondial du SOI est devenu un important forum régulier pour faciliter

le dialogue interrégional et transrégional, ce qui a contribué à l'avancement général de la coordination et de la collaboration des organisations régionales des mers et des organismes régionaux de pêche aux niveaux mondial et régional.

Mmagaza



Date	Événement
1er Octobre	Conférence de presse de lancement - Hotel le Retaj / Moroni
Du 3 au 7 Octobre	Tournée Ambulance Rose / Ngazidja
Du 5 Oct au 5 Nov	Dépistage à prix réduit - Ndzuanani / Ngazidja
8 Octobre	Journée Sport - Alliance française / Moroni
29 Octobre	Gala Rose - Hotel le Retaj / Moroni
5 Novembre	Marche Rose de Clôture / Moroni

SOCIÉTÉ :

Young African Leader au diapason du développement

C'est au siège de la Maison de l'emploi que les membres du Young African Leader ont dévoilé leur projet de développement qu'ils veulent mettre en place aux Comores dès la fin de cette année.

Créé en 2010 à l'initiative du premier président américain issu de la minorité afro-américaine, ce programme qui vise à aider les jeunes africains à s'auto franchir dans divers domaines est présent dans notre pays depuis 2014. Depuis, le programme n'a cessé de se développer et d'étendre son influence dans l'ensemble du territoire. « Depuis 2014, c'est plus de 27 jeunes comoriens qui ont bénéficié de formations aux Etats-Unis et plus de 80 autres sont allés en Afrique du Sud pour les mêmes raisons », s'est réjoui le président de YALI Comores Jean Mone Ahmed.

Au cours de cette présentation des projets à la presse, les dirigeants de l'association ont présenté trois projets qu'ils veulent mettre en place à partir du mois de novembre. Il s'agit du Global Entrepreneurial Ship qui vise à aider des jeunes filles à ouvrir leurs propres boîtes sera lancé à Mohéli

dès la dernière dizaine du mois de novembre. « Nous avons choisi Mohéli car nous avons constaté que cette dernière est très en retard sur cette question d'entrepreneuriat au féminin » a plaidé Ibrahim Mohamed le chargé de projet de la structure. Le deuxième programme intitulé Gender Be Violence qui a comme objet de lutter contre les formes de violences faites aux femmes sera spécifiquement cadré autour de Ndzouani et Ngazidja.

Le problème des violences faites aux femmes est un phénomène qui dépasse le seul cadre comorien, c'est un fléau universel. Si aux Comores nous ne sommes pas exposés d'une façon violente au phénomène, les acteurs des milieux associatifs commencent à avoir des informations qui nécessitent une rapide prise en charge du problème avant que cela ne dégénère. C'est pourquoi YALI Comores se veut à l'avant garde de cette lutte. « Les violences faites aux femmes est une question d'engagement de tout un chacun et qui doit mobiliser toutes les forces vives de la nation pour arriver à son éradication » a justifié l'engagement du gouvernement américain Ryan Bradeen le conseiller en communication et chargé de la coopération Comores-

Madagascar à l'ambassade américaine à Antananarivo.

Le troisième volet de ce programme financé à hauteur de 45 000 USD soit un peu plus de 21 000 000 de nos francs n'est rien d'autre que la nécessité de rendre plus visible qu'ils ne le sont encore les actions de YALI Comores auprès de la population comorienne. « Nous voulons inciter les comoriens à s'approprier l'idée de l'entrepreneuriat, seul capable de sortir le pays dans son extrême pauvreté », a renchéri le Chairman Jean Mone. Présent lors de cette rencontre, le Directeur de la Coopération Internationale au

ministère des affaires étrangères Imam Abdallah a salué l'initiative. « C'est une autre façon de faire de la diplomatie, les américains ont défini le concept par ce qu'ils appellent diplomatie publique », a en substance rappelé le diplomate. Au cours de la rencontre, d'autres annonces ont été faites. Le programme de rénovation du centre "American Corner" a été validé, 80 mille dollars seront débloqués. Cinquante mille pour la rénovation propre du bâtiment et 30 000 USD pour l'achat de matériaux pour embellir la structure.

AS Badraoui

La Gazette des Comores
Fondateur et Directeur général
 Saïd Omar Allaoui
Directeur de la publication
 Elhad Saïd Omar
Rédacteur en chef
 Mohamed Youssouf
Secrétaire de rédaction
 Toufé Maecha
Rédaction
 A. Mmagaza
 M.I.M Abdou
 A.O. Yazid
 Andjouza Abouheir
 Nassuf Ben Amad
 Kamal Gamal Abdou
 Nabil Jaffar
 Riwad
 A Bardraoui
Mise en page
 Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
 Mariama Mhoma
Documentation archiviste
 Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
 Mohamed Saïd Hassane
Impression
 Graphica Imprimerie
www.lagazettedescomores.com
 Tel: 773 91 21/ 322 76 45

Numéros utiles

Police

Moroni: 764 46 64
 Fomboni: 772 01 37
 Mutsamudu: 771 02 00

Gendarmérie

Moroni: 764 49 92
 Fomboni: 772 01 37
 Mutsamudu: 771 02 00

Immigration

Ngazidja: 773 42 86
 Anjouan: 771 01 73
 Mohéli: 772 01 37

Aéroport

Hahaya: 773 15 95
 Ouani: 771 07 31
 Mohéli: 772 03 71

HÔTELS & RESTAURANTS :

Le Select 773 00 31

Port maritime

Moroni: 773 00 08
 Mohéli 772 02 57
 Anjouan: 771 01 43

Hopitaux

Moroni: 773 25 04
 Fomboni: 772 03 73
 Mutsamudu: 771 00 34

Banques

BIC: 773 02 43
 Eximbank: 773 94 01
 Banque centrale: 773 10 02
 SNPSF: 773 43 43
 Meck: 773 36 40

MAMWE

Moroni: 773 48 00
 Mutsamudu: 771 02 09
 Fomboni: 772 05 18



unicef | pour chaque enfant

Moroni, 30 October 2022

Dossier Ref: No: OPS/HRM/2022-124

AVIS DE RECRUTEMENT

Consultation nationale en appui à l'élaboration d'une stratégie nationale pour le développement de l'enseignement préscolaire aux Comores-2 mois)

I. Informations générales

L'UNICEF Comores en partenariat avec le MEN recherche activement un (e)Consultant (e) nationale.

N.B : Poste réservé uniquement aux candidats de nationalité comorienne.

Qualifications requises :

Pour plus d'informations sur les responsabilités du poste, merci de cliquer sur le lien ci-dessous :

<http://jobs.unicef.org/cw/en-us/job/556581?ApplicationSubSourceID=>

Seuls les dossiers de candidature incluant tous les documents requis(CV, lettre de motivation, offres technique et financière) pourront être retenus pour la sélection.

Tout dossier incomplet ne sera pas considéré.

Remarques :

Les candidatures féminines sont fortement encouragées.

L'UNICEF est un environnement non-fumeur.

Seuls les candidat(e)s présélectionné(e)s seront contacté(e)s et recevront une réponse officielle à leur demande de candidature.

Pour toutes informations additionnelles sur cette publication merci de contacter notre Associée Senior aux Ressources Humaines ramohamed@unicef.org ou notre Chef des Operations bpinah@unicef.org

II- SOUMISSION DES CANDIDATURES

Les candidat(e)s intéressé(e)s sont invité (e)s à déposer leurs dossiers de candidature en ligne au plus tard le 10 novembre 2022 à 11.55 heures, heure des Comores.